

MESSAGE DE JACQUES VARIN

Secrétaire général de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR)

Chers Amis et Camarades.

Tout d'abord je veux vous faire part de mon vif regret de ne pouvoir, pour de contraignantes raisons de santé être présent parmi vous lors de cette rencontre, dont l'importance est à la mesure de la menace qui s'affirme du nord au sud et de l'ouest à l'est de l'Europe : le fascisme.

Il y a 75 ans, la Seconde Guerre mondiale allait s'achever après de durs combats en Europe, où à l'Est, l'Armée rouge, qui avait libéré le territoire soviétique, repoussait les armées nazies en Europe orientale, centrale et balkanique et s'approchait du territoire allemand, et où, à l'Ouest, les forces anglo-américaines, qui avaient débarqué en 1943 en Italie et en 1944 sur les côtes françaises de Normandie et de Provence, et auxquelles se joignirent celles de la France libérée, entamaient l'assaut final contre le Reich ; un assaut qui devait conduire à la victoire du 8 mai 1945. Une victoire qui trouvera son prolongement en Asie orientale avec la capitulation du Japon.

Cette victoire fut celle des armées alliées coalisées, elle fut aussi celle des peuples, qui soutinrent l'effort de guerre allié et qui partout à travers l'Europe – y compris même pour une part dans les pays fascistes – entrèrent en Résistance : désobéissance civile, propagande antifasciste et antinazie clandestine, collecte de renseignements, exfiltration d'aviateurs alliés, aide aux pourchassés politiques ou raciaux, mais aussi action armée, dont le rôle militaire, des maquis d'Ukraine et de Biélorussie à ceux de Yougoslavie, de Pologne ou de Grèce, à ceux d'Italie et de France, prit toute sa part au triomphe final des Alliés.

Au sortir de la guerre – un conflit ayant fait près de 60 millions de victimes dont 42 millions de civils - et de ses indicibles souffrances, les peuples avaient une exigence : le châtement des coupables de crimes contre la paix, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, parce qu'ils en avaient été les instigateurs, les auteurs, les exécutants, les complices.

Ainsi le Parti nazi allemand et le Parti fasciste italien, avec leurs organisations satellites de jeunesse, de femmes, pseudo-syndicales ou autres furent interdits, les institutions étatiques ou paraétatiques spécifiquement fascistes démantelées, les législations liberticides abrogées.

Il en sera de même pour les partis et structures fascistes des Etats alliés, satellites et vassaux de l'Axe, des pays occupés où avaient aussi été mis en place des clones de ces structures et partis. Quant à ceux qui en furent sur le plan politique les dirigeants et zéloteurs, qui les cautionnèrent d'une autorité intellectuelle, morale ou religieuse, qui, sur le plan économique et social, furent tout à la fois les soutiens et les profiteurs des régimes et administrations qu'ils mirent en place, s'ils réussirent à échapper à une légitime épuration, dont la rigueur diminuera au fur et à mesure que s'éloignera la fin de la guerre, ils se firent un temps des plus discrets, cherchant à se faire oublier. L'on a pu penser que la «Bête immonde» avait été terrassée pour toujours.

Au sortir de la Guerre, qui aura ravagé des régions entières d'Europe et d'Asie, s'étant même étendue en Afrique et dans le Pacifique, les peuples pouvaient aussi espérer en un monde en paix qu'annonçait – du moins le croyait-on - la fondation de l'Organisation des Nations Unies, dont les fondements avaient été établis durant la guerre, avec la «Déclaration des Nations Unies», signée le 1^{er} janvier 1942 par 26 nations en guerre contre les puissances de l'Axe et que concrétisa l'adoption par 50 Etats de la «Charte des Nations Unies» le 25 juin 1945.

Cette exigence de châtement des coupables des crimes contre la Paix, contre l'Humanité, de Guerre, cette volonté d'éradication du fascisme, cette espérance d'un monde en paix furent des aspirations communes à nos Associations rassemblant dans tous nos pays un grand nombre d'anciens Résistants, d'Anciens partisans ; Associations qui donnèrent naissance à la Fédération Internationale des Résistants, la F.I.R., dont l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance Française, l'ANACR, fut cofondatrice.

Ces aspirations communes, l'histoire des 70 dernières années dès les lendemains de la guerre, et la réalité la plus contemporaine, nous montrent qu'elles sont hélas restées des aspirations, un combat restant à mener jusqu'à aujourd'hui...

La «Guerre froide», qui dès 1946 s'installe à l'échelle mondiale entre deux «camps» animés par les Etats-Unis et l'URSS, va rapidement prendre des formes dangereuses pour la paix mondiale, avec en Europe, du 24 juin 1948 au 12 mai 1949, le blocus des secteurs occidentaux de Berlin par les Soviétiques, et en Asie la guerre qui opposera de juin 1950 à juillet 1953 la Corée du Sud, soutenue par les Etats-Unis, à la Corée du Nord appuyée par la Chine devenue communiste. En avril 1949 est créée l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'O.T.A.N, alliance militaire occidentale dirigée contre l'URSS et ses alliés; en mai 1955 naîtra le Pacte de Varsovie, regroupant l'URSS et ses alliés. Les deux blocs antagonistes sont alors constitués pour plusieurs décennies, durant lesquelles le monde aura connu des guerres en Indochine, au Vietnam, à plusieurs reprises au Proche-Orient, des coups d'Etat en Grèce, au Chili et dans plusieurs pays d'Amérique latine, en Indonésie, qui firent des centaines de milliers de victimes, des guerres coloniales en Algérie, en Angola, au Mozambique...

La Guerre froide aura permis à des dictateurs – en premier lieu Franco, le bourreau du peuple espagnol – de rester en place, s'intégrant à la défense du Monde dit libre, ainsi que s'auto-intitulent les Etats-Unis et leurs alliés ; de même qu'elle aura permis pendant plusieurs décennies la pérennisation des régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud.

Elle aura aussi eu dans les pays d'Europe occidentale pour conséquence le ralentissement puis l'arrêt de l'épuration des anciens collaborateurs des occupants nazis, parallèlement à des politiques de réduction de peines de ceux déjà condamnés ; avant des mesures d'amnistie qui réinséreront nombre d'entre eux dans la vie sociale, économique et politique de ces pays ; y compris dans leurs appareils judiciaires et policiers.

La fin de la Guerre froide n'a pas fait disparaître les guerres chaudes, telles celles qui ont ces vingt dernières années ensanglanté les Balkans, l'Afrique, le Proche et le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-est ; l'ONU – ce qui implique que soit repensé son fonctionnement donnant à cinq pays un droit de blocage - s'avérant incapable de les empêcher, et en difficulté sinon impuissante pour les résoudre.

Génocides, ethnocides, épurations ethniques ou religieuses, massacres de populations civiles, expansionnismes étatiques, répressions antidémocratiques, sont ainsi de tristes réalités contemporaines, et presque chaque jour au sommaire des journaux télévisés et de la presse écrite.

Ce fascisme, que l'on avait pu un temps croire éradiqué en 1945, est aujourd'hui sorti de la clandestinité et de la marginalité, et a relevé la tête. Des Etats le réhabilitent même, en allant jusqu'à présenter comme étant des héros Horthy, Antonescu, les anciens collaborateurs, les criminels des divisions SS ; c'est le cas en Europe centrale, en Ukraine et les Pays Baltes, où leur sont même érigées des statues, ce l'est même en Belgique où le Vlaams Belang flamand assume sa filiation avec les anciens collaborateurs des occupants nazis.

Inquiétante est la montée de l'extrême-droite, qui se constate dans quasiment tous les pays d'Europe, du Nord au sud, de l'est à l'ouest, réhabilitant parfois – souvent même - ceux qui collaborèrent avec les nazis.

Ces dernières années, l'extrême-droite xénophobe qui avait déjà été associée au pouvoir en Italie, y est entrée à nouveau, elle vient de le faire en Autriche, elle a été dans la majorité parlementaire aux Pays-Bas, en Norvège elle compte 7 ministres sur 18, les élections grecques de septembre 2015 ont vu l'élection de 18 députés néo-nazis du parti de l'Aube Dorée. En Allemagne, 94 députés AFD, de droite populiste et d'extrême-droite, sont entrés en septembre 2017 au Bundestag ; les évolutions de la Hongrie, de la Pologne, sans parler de la Turquie où Erdogan a associé au gouvernement le Parti d'Action Nationaliste, celui des fascistes «Loups gris», est des plus inquiétantes, l'extrême-droite a gagné le 4 septembre dernier en Suède plus de 4% des voix, atteignant 17,53% des suffrages et obtenant 62 députés. En Espagne, pays jusqu'alors épargné par la progression de l'extrême-droite, les récentes élections andalouses ont donné au parti Vox 10, 96% des voix.

Et, loin de nos rivages, mais à l'heure d'internet et de la mondialisation, cela ne saurait nous laisser indifférents, c'est un fasciste bon teint, ancien militaire et nostalgique des dictatures militaires qui ont martyrisé il y a cinq décennies le peuple brésilien, Jair Bolsonaro, qui a été élu président de la République, manifestant son intention de fusiller «si nécessaire »...

Dans notre pays, lors de l'élection présidentielle tenue en 2017, Marine Le Pen a recueilli nationalement 21,30 %... Le pire, que nous craignons, à savoir son élection, a été évité, mais le danger reste présent dans notre pays, et la crise politique et sociale que révèle le mouvement en cours des «Gilets Jaunes» nourrit nos inquiétudes pour l'avenir.

Ses causes sont évidemment multiples, sociales et économiques notamment, ce qui est dans leur diversité de la responsabilité des acteurs de la vie sociale et économique, des forces politiques, syndicales...

Le danger d'extrême-droite est aussi facilité, la période historique s'éloignant, par la méconnaissance – en premier lieu dans les jeunes générations, car les témoins et les acteurs directs disparaissent – de ce que fut la réalité du fascisme au pouvoir, de ce à quoi ont conduit les discours que certains tiennent aujourd'hui et qui ne sont que la reprise quasi-littérale de ceux d'hier ayant débouché sur des crimes monstrueux.

Chers camarades, le combat contre la xénophobie, le racisme, l'esprit antidémocratique, le négationnisme historique, le néofascisme, doit être mené avec constance.

Nous devons aussi mettre en garde contre tous les glissements estompant la frontière qui doit clairement exister entre les idées démocratiques et les idées liberticides, en étant vigilants à l'égard de toute contamination de la vie publique par ces idées, notamment dans les domaines de la sécurité et de l'immigration.

La xénophobie est un marqueur commun à tous les mouvements d'extrême-droite, ainsi qu'à certains secteurs de la droite extrême ; elle démasque les discours de dédramatisation pour se rendre respectable, tels en France ceux du Front national qui, en mutant en «Rassemblement national», cherche – la proximité des discours sur la sécurité et l'immigration aidant - à établir des passerelles avec certains secteurs des Républicains.

C'est dire l'importance première de ce combat antifasciste qu'est la transmission de la mémoire aux générations contemporaines et futures de ce que fut la réalité du fascisme au pouvoir, de ce à quoi conduisirent les idées xénophobes qui se répandirent entre les deux guerres et les mesures liberticides qui les accompagnèrent, car cela est essentiel pour aider à clarifier les enjeux du présent, pour faire échec à ceux qui, aujourd'hui, essaient de les masquer en falsifiant ce que furent ceux du passé.

Il est de notre devoir dans ce contexte, ainsi que le proclamait le mot-d'ordre de notre congrès de l'ANACR à Brive-la Gaillarde en octobre 2012 de «*Poursuivre le combat des Résistants contre le fascisme.* » Et c'est une exigence démocratique.

Nous l'avons complété en quelque sorte par celui de notre récent congrès, tenu à Dax en octobre dernier, où la F.I.R. et l'A.N.P.I. étaient représentés par notre ami Filippo Giuffrida, «*Plus que jamais le besoin d'Histoire*»

Ce besoin de mémoire et d'histoire est évident, il est une nécessité : alors qu'était commémorée il y a peu en France la fin du premier des deux grands massacres planétaires qu'a connu le XXème siècle, le Président de la République et son entourage, pendant plus de 48 heures, ont évoqué un hommage aux Maréchaux de la Première Guerre mondiale, incluant... Pétain ; c'est-à-dire le chef de l'administration collaboratrice de l'Occupant nazi de la France, impliqué dans le crime génocidaire, dans la répression des patriotes résistants, un homme condamné à mort pour haute trahison, à l'indignité nationale, à la dégradation nationale ; ce qui fait qu'il ne faut d'ailleurs parler à son propos que d'«ex-maréchal Pétain».

L'appel à la mémoire et à l'histoire est aussi essentiel pour lutter contre le racisme dont les manifestations se sont multipliées ces dernières années, attisées par les surenchères de l'extrême-droite et de la droite extrême voire au-delà, liées à la question migratoire : là encore il nous faut passer la mémoire. D'abord en donnant de l'information sur la réalité des faits, concernant en premier lieu la réalité quantitative des flux migratoires, bien loin de la submersion ou de la théorie du grand remplacement, en rappelant ce à quoi ont conduit les discours xénophobes de l'entre-deux guerres à l'encontre des immigrés, en rappelant aussi la part prise par les immigrés dans la libération de la France et dans sa reconstruction.

Bien sûr, le terrorisme, lié aux échos dans notre pays du conflit du Proche-Orient, ayant pris une dimension, une apparence religieuse, celle d'un islam intégriste, intolérant, potentiellement conquérant, facilite les discours xénophobes qui doivent être dénoncés sans réserves. Nous condamnons fermement tout terrorisme contre des populations civiles, qu'il soit du fait de groupes informels ou d'Etats constitués, quels qu'ils soient.

Nous devons être aussi attentifs aux menaces sur la paix mondiale. Ce qui se traduit notamment par une relance de la course aux armements avec la recherche de moyens nouveaux de destruction massive capables de surclasser ceux de l'adversaire, ce qui peut accroître la tentation de s'en servir, par des

manœuvres militaires des uns et des autres soucieux de montrer leurs muscles, par des ambitions expansionnistes qui se sont parfois concrétisées.

Être fidèle aux Résistants est sans nul doute retracer historiquement leur combat de la manière la plus exacte possible, ce que nous devons nous efforcer de faire, en étant vigilants à l'égard des négationnistes qui falsifient cette réalité historique, en en présentant des versions mensongères, tronquées, unilatérales, tendancieuses, qui ne sont pas malheureusement sans recueillir quelque écho. Plus largement, nous devons veiller aussi à ce que les ouvrages publiés, les émissions de télévision et les films consacrés à la Résistance, ne prennent pas trop de liberté avec sa réalité, voire que des distorsions ou imprécisions n'en donnent une image floue ou faussée.

Mais être fidèle aux Résistants c'est encore plus poursuivre leur combat aujourd'hui contre les résurgences actuelles du fascisme. En le faisant à notre manière, différente de celle des partis politiques ou organisations syndicales c'est-à-dire en rappelant ce à quoi ont conduit ces idées lorsqu'elles furent mises en pratique entre 1925 et 1945 en Europe, en France entre 1940 et 1944. Car, avec le temps qui s'est écoulé depuis 1945, avec la disparition des contemporains, des combattants antifascistes que furent les Résistants, il y a parmi les générations actuelles – et pas seulement les plus jeunes - une profonde méconnaissance de l'Histoire et de ses leçons, conséquence de la réduction de sa place dans les programmes scolaires, de présentations approximatives dans les médias, d'une transmission familiale de la mémoire moins immédiate, de l'oubli qui s'approfondit dans la société. Cela souligne l'importance du rôle de «passeurs de mémoire» des membres de l'ANACR.

Héritiers des Résistants qui, au-delà de leurs différences de conception philosophiques ou quant à l'organisation sociale et économique de la société, surent il y a trois quarts de siècle se rassembler pour mener ensemble le combat patriotique, humaniste et démocratique pour libérer notre pays et abattre le fascisme historique, c'est dans le même esprit pluraliste que nous voulons rassembler contre sa menace contemporaine.

A la fois sur le plan national mais aussi international.